
LA CRISE DÉMOCRATIQUE ET SES FAUX-SEMBLANTS

Luc Rouban

Directeur de recherche CNRS

luc.rouban@sciencespo.fr

« Moi aussi, je me suis penché sur « les traces sensibles », mais pour leur demander uniquement d’entrer dans le cercle qu’avait dessiné ma raison. Ah ! bien des fois, le cercle fut si étroit, si étroit... Mais si étroit était-il, il était immense, « puisqu’il ne contenait que de la vérité » ! ... Oui, oui, je le jure, les traces sensibles n’ont jamais été que mes servantes... elles n’ont point été mes maîtresses... Elles n’ont point fait de moi cette chose monstrueuse, plus terrible qu’un homme sans yeux : un homme qui voit mal ! », Gaston Leroux, *Le mystère de la chambre jaune*, Paris, Éd. Pierre Lafitte, 1932, p. 193.

La séquence politique ouverte par la réforme des retraites entre janvier et mars 2023 a suscité une opposition assez générale des électeurs à la façon dont le pouvoir exécutif avait fait passer cette réforme, réduisant le temps de débat à l’Assemblée nationale, refusant de recourir à un référendum et faisant usage *in fine* de l’article 49.3 de la Constitution pour forcer les députés Républicains à voter la loi. La critique s’est développée au sein de la NUPES comme du RN d’un déni de démocratie. La France serait entrée dans une crise démocratique profonde dont la résolution ne pourrait passer que par une réforme constitutionnelle qui viendrait soit réduire les pouvoirs du président de la République au profit d’une vie démocratique plus épanouie et d’un retour au modèle parlementaire¹ soit d’un renforcement proto-gaullien de la fonction présidentielle en revenant au septennat et en y adjoignant des référendums d’initiative citoyenne². En 2018 puis, après le grand débat national, en 2019³, plusieurs projets de lois sont déposés par le gouvernement à l’Assemblée nationale, qui ne les discutera pas, visant à réformer les institutions françaises. Ces projets comprenaient notamment l’introduction d’une dose de proportionnelle dans l’élection des députés, la limitation de la durée des mandats des élus nationaux et locaux et l’extension du champ du référendum. Lors du débat de l’entre-deux tours de l’élection présidentielle de 2022, Emmanuel Macron propose le passage au septennat non renouvelable pour le Président, mesure applicable seulement après son départ⁴. L’idée prévaut donc que la crise démocratique pourrait être résolue par une modification des procédures juridiques.

Ce débat sur la réforme souhaitable des institutions occulte cependant le fait qu’une proportion importante de Français se méfient de la démocratie représentative en tant que telle. La question se pose donc de savoir si cette méfiance envers la démocratie représentative est moins forte dans des régimes parlementaires comme ceux qu’ont l’Allemagne, l’Italie et le Royaume-Uni, trois pays ayant de plus soit une structure fédérale (Allemagne) soit une régionalisation et une décentralisation poussées (Italie et Royaume-Uni). Autrement dit, est-ce que la crise

démocratique est liée aux institutions ? Une autre question est de s'interroger sur les ressorts et les porteurs de ce rejet : par des citoyens demandant plus de démocratie ou moins de démocratie ? Si l'on peut placer la crise générée par la réforme des retraites en France dans la perspective d'une extension des idées populistes⁵, on peut aussi s'interroger sur la place que prend désormais la question de l'efficacité de l'action publique. L'analyse des résultats de la vague 14 montre que les différences institutionnelles jouent souvent beaucoup moins que les différences sociales et que les régimes parlementaires auréolés de toutes les vertus en France n'obtiennent pas nécessairement une adhésion plus grande de leurs citoyens à leurs institutions ou à leur fonctionnement démocratique.

La vague 14 du Baromètre de la confiance politique s'appuie sur un échantillon représentatif de 3 072 enquêtés en France, 1 675 en Allemagne, 1 685 en Italie et 1 659 au Royaume-Uni. L'enquête de terrain a été menée du 27 janvier au 17 février 2023 pour l'ensemble des quatre pays.

1.
C'est notamment le projet de VI^{ème} République proposé par La France insoumise, https://lafranceinsoumise.fr/wp-content/uploads/2023/05/Plan_UP_6e-REPUBLIQUE_web.pdf

2.
Voir le projet du RN, https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/02/14/le-programme-de-marine-le-pena-la-presidentielle-2022_6113605_823448.html

3.
Projet de loi constitutionnelle pour un renouveau de la vie démocratique

4.
<https://www.vie-publique.fr/dossier/267984-la-reforme-des-institutions-presentee-en-2018-2019>

5.
Sur le populisme et son emprise, voir IVALDI (Gilles) « Quelle crédibilité pour les leaders populistes européens ? », *Note Le Baromètre de la confiance politique*, Sciences Po CEVIPOF, vague 14, avril 2023, 10 p.

6.
La définition de ces catégories est donnée en annexe 1

7.
Alpha de Cronbach = 0,718

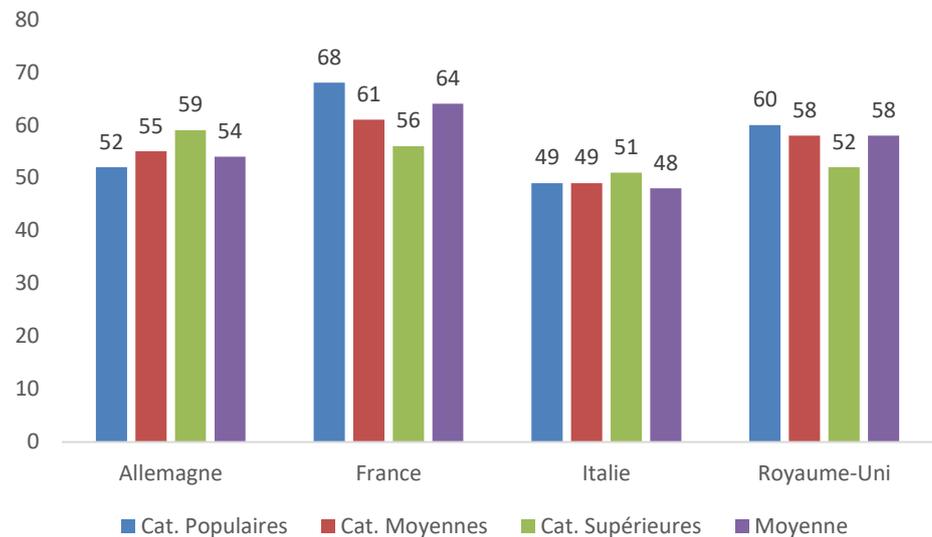
Un rejet général des représentants élus

Si l'on prend comme seul critère d'évaluation démocratique la représentation qu'ont les enquêtés de l'honnêteté des dirigeants politiques, on voit que 70% des répondants en France et en Italie disent qu'ils sont plutôt corrompus contre 64% des enquêtés britanniques et 45% des enquêtés allemands. Si l'on regarde la distribution des réponses par catégorie sociale objective⁶, on voit que c'est en France que l'écart dans le regard que portent les catégories populaires et les catégories supérieures est le plus important : 79% des enquêtés exerçant un métier modeste estiment que les dirigeants politiques sont plutôt corrompus contre 51% des enquêtés des catégories socioprofessionnelles supérieures soit 28 points d'écart. On n'en trouve que 15 au Royaume-Uni (de 68% à 53%), 6 en Allemagne (de 46% à 40%) et 4 en Italie (de 71% à 67%). Le rejet du personnel politique s'ancre en France dans les catégories populaires même si ce rejet trouve une certaine place dans les catégories moyenne et supérieure.

Cette première observation ne résume cependant pas à elle seule le rapport à la démocratie représentative. On peut ainsi créer un indice de critique de la démocratie représentative à partir des réponses positives (tout à fait d'accord ou plutôt d'accord) aux propositions suivantes : « c'est le peuple, et pas les responsables politiques, qui devrait prendre les décisions politiques les plus importantes » ; « je préférerais être représenté(e) par un citoyen ordinaire plutôt que par un politicien professionnel » ; « les responsables politiques sont déconnectés de la réalité et ne servent que leurs propres intérêts ». Ces trois variables sont fortement corrélées entre elles et constituent une échelle statistique⁷. On a ensuite dichotomisé cet indice entre un niveau bas de critique (aucune ou une réponse positive) et un niveau élevé (deux ou trois réponses positives). Si l'on examine la distribution de ce niveau élevé, on voit que l'écart entre les catégories populaires et les catégories supérieures est le plus important en France (12 points) avant celui que l'on observe au Royaume-Uni (7 points). Bien plus, la corrélation s'inverse en Allemagne et Italie où ce sont les catégories socioprofessionnelles supérieures qui s'avèrent être plus critiques à l'égard de la représentation que les catégories populaires ou moyennes. Mais la comparaison des moyennes générales comme des réponses données par les enquêtés de catégorie moyenne ou supérieure ne révèle pas d'écarts très importants. On s'aperçoit ici que les différences institutionnelles et constitutionnelles qui séparent la France de l'Allemagne et du Royaume-Uni

ne génère pas de réponses très différentes en ce qui concerne la représentation politique. Seule l'Italie, considérée longtemps comme une démocratie malade dans les analyses comparatives, se distingue de l'ensemble car les résultats s'y avèrent bien meilleurs, du moins sur ce terrain, pour l'ensemble des catégories sociales.

Graphique 1 : La critique de la démocratie représentative par pays et par catégorie sociale (% sur la partie haute de l'indice)



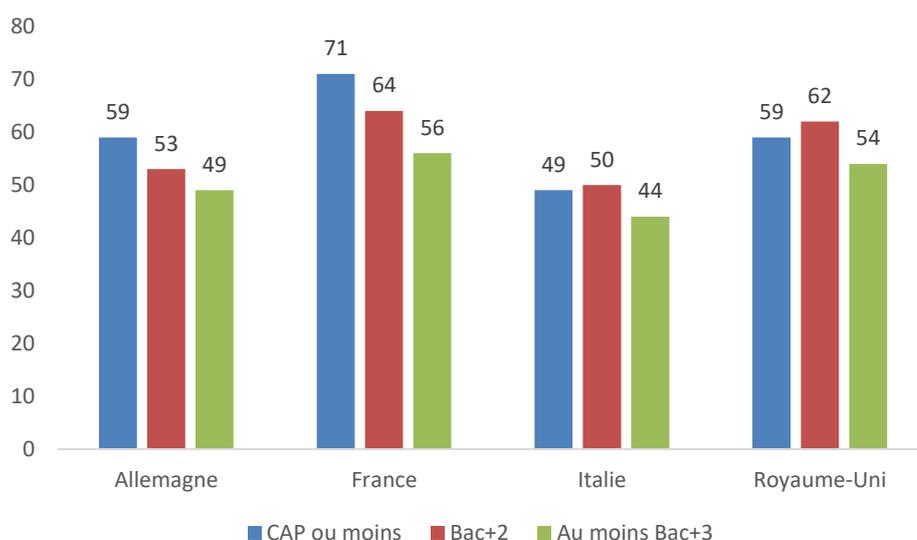
Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 14.

Une lecture sociale de la crise démocratique

Il reste cependant à savoir quelles sont les caractéristiques sociales qui déterminent le plus cette fracture. S'agit-il de caractéristiques économiques ou bien de caractéristiques culturelles ? Pour mesurer le statut économique, on a créé un indice de précarité économique⁸ reposant sur le niveau de revenu mais également la vulnérabilité au chômage et on dispose par ailleurs des diplômes qui ont été regroupés en fonction de leur niveau équivalent en France. En France, la critique forte de la démocratie représentative réunit 71% des enquêtés ayant au plus le niveau CAP contre 56% de ceux ayant au moins le niveau Bac+3. Les écarts sont bien plus resserrés en Allemagne (de 59% à 49%), au Royaume-Uni (de 59% à 54%) et en Italie (de 49% à 44%).

8. La définition des indices est donnée en annexe 1

Graphique 2 : La critique de la démocratie représentative par pays et par niveau de diplôme (% de la partie haute de l'indice)



Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 14.

Le niveau de précarité économique joue de la même façon en France sur la critique de la démocratie représentative qu'en Italie et au Royaume-Uni avec une différence de 20 points dans la probabilité d'être critique entre les moins précaires et les plus précaires : on passe ainsi en France de 51% d'enquêtés fortement critiques dans le premier quartile de précarité à 72% dans le dernier, de 35% à 56% en Italie et de 46% à 67% au Royaume-Uni. L'écart atteint en revanche 28 points en Allemagne où les moins précaires sont 39% à s'avérer fortement critiques contre 67% des plus précaires.

La génération d'appartenance, en revanche, et contrairement à ce que l'on pouvait attendre, ne joue pas un grand rôle. Dans les quatre pays, la critique envers la démocratie représentative s'intensifie dans les générations les plus jeunes mais de manière modérée. En France, la proportion de ceux qui se situent en haut de l'indice de critique de la représentation constituent 60% de la génération des boomers contre 67% des enquêtés appartenant à la génération Z⁹. En Allemagne, on passe de 49% à 58%, en Italie de 44% à 48%. Ce n'est qu'au Royaume-Uni que l'écart s'affirme puisque l'on passe alors de 51% à 67%. Ce résultat peut paraître paradoxal car c'est bien en France que les générations les plus jeunes sont le plus souvent déclassées. Le déclassement est mesuré par la différence entre la situation professionnelle réelle et celle que le niveau de diplôme obtenu aurait permis en théorie d'atteindre. On voit à ce titre que la proportion de déclassés passe en France de 23% chez les boomers à 55% dans la génération Y et 59% dans la génération Z. Mais le déclassement socioprofessionnel ne joue pas statistiquement sur le rapport à la démocratie représentative.

9.

La construction des générations est donnée en annexe 1. On peut noter toutefois qu'en France les enquêtés les plus âgés appartenant à la génération de la Seconde guerre mondiale ne sont que 42% à s'avérer fortement critiques

10.

Voir la construction de l'indice en annexe

Une analyse de régression montre que la variable qui joue le plus sur la propension à critiquer la démocratie représentative en France reste le niveau de libéralisme culturel bien avant la génération et le positionnement sur l'axe gauche-droite, alors que les autres variables, comme le diplôme, la précarité économique, le niveau de libéralisme économique, la génération, le déclassement social, le niveau de confiance interpersonnelle¹⁰ ou la catégorie sociale qu'elle soit objective ou subjective ne jouent pas relativement.

En Allemagne, c'est également le niveau de libéralisme culturel qui arrive en tête suivi par le niveau de diplôme. En Italie et au Royaume-Uni, seul le niveau de libéralisme culturel a une influence statistique de qualité.

Le régime parlementaire ne génère pas davantage de confiance dans les institutions

Si la crise politique provoquée par la réforme des retraites a conduit à désigner le président de la République comme principal acteur d'un défaut de débat démocratique, il n'en demeure pas moins vrai que l'ensemble du personnel politique n'inspire plus confiance. En France, si la proportion d'enquêtés ayant confiance dans l'institution présidentielle n'est que de 30% en janvier 2023 contre 38% un an avant, la proportion de ceux qui ont confiance dans l'Assemblée nationale est passée dans le même temps de 38% à 28%. Et la proportion de ceux qui répondent positivement à la question de savoir s'ils ont confiance dans leur député n'est que de 36% soit le niveau de décembre 2018 en pleine crise des Gilets jaunes et donc le niveau le plus bas atteint depuis la création du Baromètre en 2009. Quant aux élus locaux, ils subissent tous la même dégradation, y compris lorsqu'ils sont élus au scrutin proportionnel, puisque seuls 41% des enquêtés ont confiance dans leurs conseillers régionaux contre 51% un an avant. La crise démocratique ne se limite donc pas à l'exécutif et s'est étendue à l'ensemble du personnel politique au niveau national comme au niveau local, quel que soit le mode de scrutin. Mais la situation est-elle vraiment meilleure ailleurs ?

11.

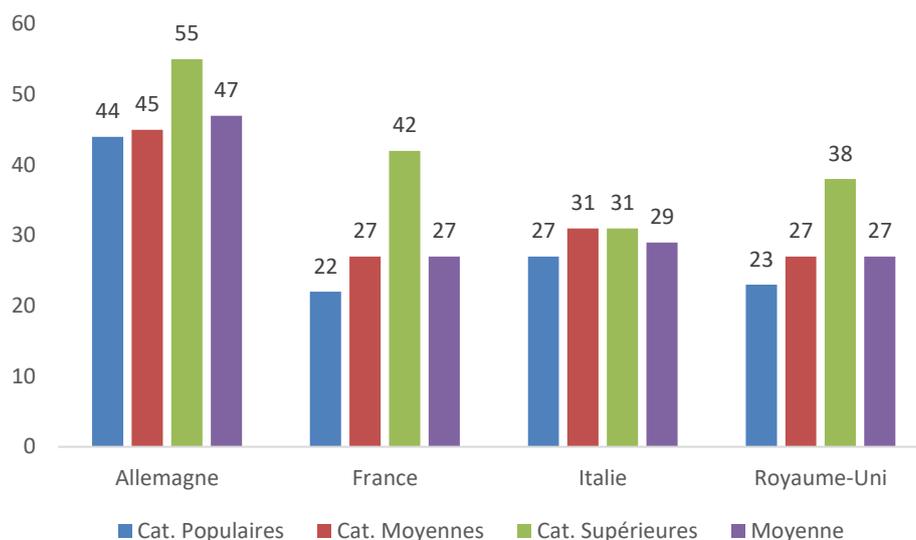
On ne traite pas ici des démocraties nordiques ou scandinaves qui n'entrent pas dans le champ de l'enquête mais qui sont bien connues depuis des années pour la qualité de leur vie démocratique. Voir Pascal Perrineau, Luc Rouban (dir.), *Politics in France and Europe*, New York, Palgrave Macmillan, 2009 ; Dominique Reynié (dir.), *Démocraties sous tension*, vol. 2, Les pays, Fondapol, Paris, 2019,

<https://www.fondapol.org/etu-de/enquete-planetaire-democraties-sous-tension-volume-ii-les-pays>

L'argument selon lequel les régimes parlementaires ou le scrutin proportionnel utilisé dans d'autres pays européens de taille comparable¹¹ génèrent une confiance plus élevée et permettent l'épanouissement de la démocratie s'avère faux lorsqu'on examine la situation en Italie et au Royaume-Uni où le niveau de confiance dans la chambre basse est de 27% alors que les modes de scrutin y sont radicalement différents. Ce n'est qu'en Allemagne que cette proportion s'élève à 47%. Si l'on crée un indice de confiance dans les institutions politiques qui intègre la confiance dans le gouvernement, dans la chambre haute et la chambre basse, et qu'on le dichotomise en deux niveaux, on voit que les résultats sont similaires en France, en Italie et au Royaume-Uni. Le niveau social de la catégorie socioprofessionnelle des enquêtés joue en Allemagne, en France et au Royaume-Uni pour dissocier les catégories supérieures des catégories moyennes et populaires mais pas en Italie.

C'est toujours en France que le contraste est le plus fort entre les catégories populaires et les catégories supérieures dans la confiance qu'elles portent aux institutions politiques. Une fois de plus, ce ne sont pas les institutions qui font la différence mais les catégories sociales. Et au sein des régimes parlementaires, ce sont bien des éléments de conjoncture politique (l'orientation politique du gouvernement, les décisions du Parlement) qui peuvent différencier les situations nationales.

Graphique 3 : La confiance dans les institutions politiques selon la catégorie sociale (% de la partie haute de l'indice)



Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 14.

L'attente d'une démocratie efficace

À cette critique très générale de la représentation s'associe une demande de participation. C'est ainsi que 71% des enquêtés français, 69% des enquêtés allemands et 65% des enquêtés britanniques ou italiens considèrent que « la démocratie fonctionnerait mieux (dans leur pays) si les citoyens étaient associés de manière directe (pétitions, tirage au sort) à toutes les grandes décisions politiques ». Mais cette attente de participation citoyenne s'accompagne d'une demande très forte et simultanée d'autorité. En effet, la proposition « plutôt que d'accorder de nouveaux droits, ce dont notre pays a besoin c'est d'une bonne dose d'autorité et d'ordre » obtient également l'approbation environ des deux tiers des enquêtés qu'ils soient en France (64%), en Allemagne (63%) et au Royaume-Uni (61%). Ce n'est qu'en Italie que les enquêtés se montrent plus réservés sur ce point même s'ils sont d'accord en majorité avec cette proposition (55%) et cela malgré la mise en place du gouvernement de Giorgia Meloni qui l'a déjà intégrée dans son programme d'extrême-droite.

On peut systématiser ce résultat en s'appuyant sur les réponses données à trois propositions : « en démocratie rien n'avance, il vaudrait mieux moins de démocratie mais plus d'efficacité » ; un bon système politique est celui qui a « à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections » ; un bon système politique est celui où « ce sont des experts et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays ».

En moyenne, pour tous les enquêtés, on voit que la demande prioritaire d'efficacité au détriment de la démocratie est le fait de 41% de l'échantillon français contre 39% en Allemagne et en Italie et 35% au Royaume-Uni. L'attente d'un « homme fort » est surtout marquée au Royaume-Uni (45%) moins en Allemagne (40%) et en Italie (38%) et sensiblement moins en France (31%). Quant au régime des experts, il est souhaité par une majorité d'enquêtés dans tous les pays : 51% en France mais davantage au Royaume-Uni (55%), en Allemagne (56%) et en Italie (57%).

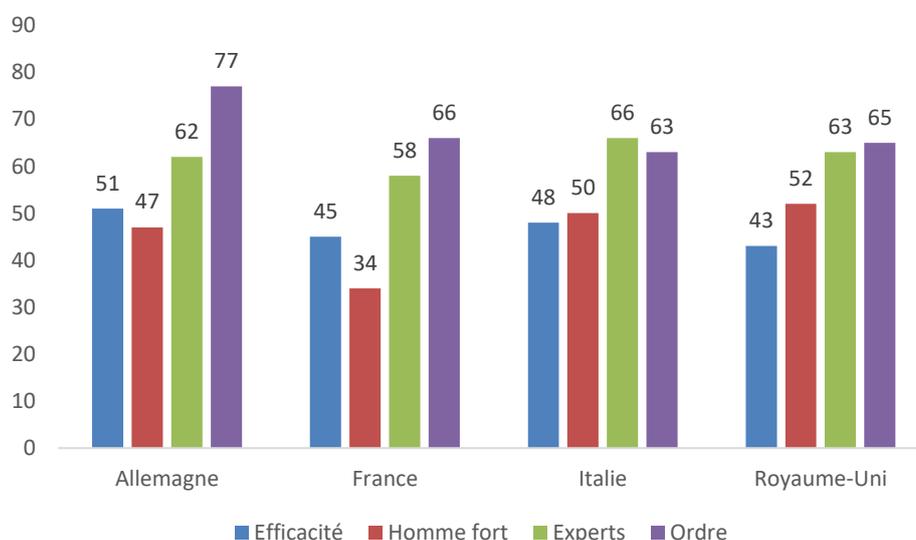
12.

Alpha de Cronbach = 0,506

On peut cumuler ces réponses pour mesurer la demande d'efficacité politique. On dispose ainsi d'un indice constituant une échelle statistique¹² que l'on peut dichotomiser en deux niveaux. On constate alors que c'est en France que la proportion moyenne d'enquêtés ayant une forte demande d'efficacité est la plus faible même si les écarts avec les trois autres pays sont réduits : 36% contre 38% en Allemagne et 40% en Italie comme au Royaume-Uni. Cette demande est corrélée avec la critique de la représentation. En France, la demande forte d'efficacité est le fait de 21% des enquêtés qui ne sont pas du tout critiques (niveau 0 de l'indice de critique de la représentation) à 46% de ceux qui sont très critiques (niveau 3). Mais il en va de même dans les autres pays : on passe de 20% à 54% en Allemagne, de 26% à 56% en Italie et de 23% à 54% au Royaume-Uni.

Comme le montre le graphique 4, qui présente les réponses des seuls enquêtés critiques à l'égard de la démocratie représentative, la situation française se caractérise et par une moindre demande d'homme fort, ce qui peut se comprendre dans le contexte de la réforme des retraites, et par une demande d'ordre et de technocratie experte qui se situe dans la moyenne des autres pays. On n'est donc ni dans une attente d'un leadership personnalisé fort ni dans celle d'une « respiration » démocratique sans débouché. Inversement, on remarque que dans les trois autres pays, à régime parlementaire, la demande en faveur d'un « homme fort » est bien plus élevée.

Graphique 4 : Les attentes en matière de régime démocratique (% d'enquêtés critiques à l'égard de la démocratie représentative)



Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 14.

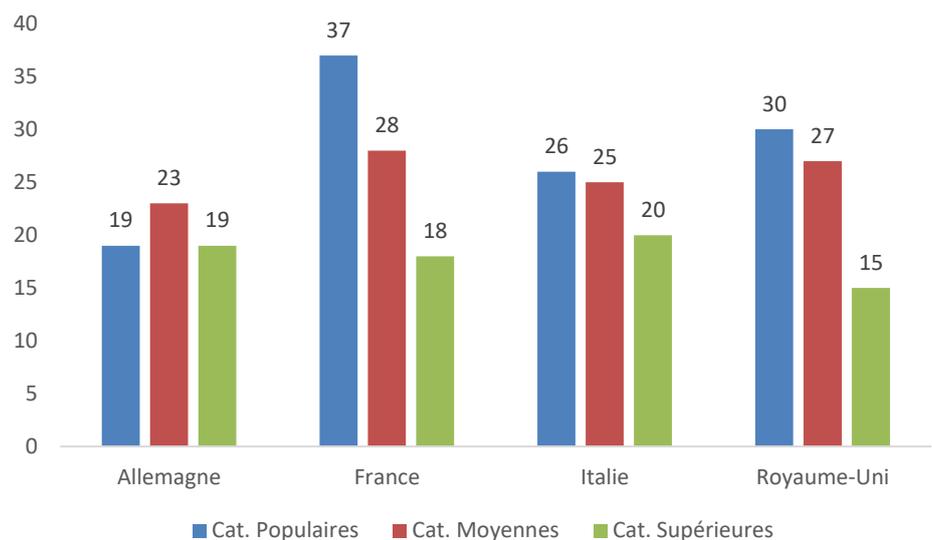
Le rejet de la politique et ses effets

Il faut encore mesurer une autre dimension du rapport à la politique, celle de son rejet comme activité inutile, sans effet, ou peu ragoûtante, faite de mensonges et de grimaces. Pour mesurer le niveau de rejet de la politique, telle qu'elle est institutionnalisée et perçue comme telle par les enquêtés, on peut s'appuyer sur les réponses données à la proposition « c'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses » et aux questions

« est-ce que vous vous intéressez à la politique... ? », « quand vous pensez à la politique, pouvez-vous me dire ce que vous éprouvez d'abord... ? ». On a créé un indice de rejet de la politique sur la base des réponses négatives aux deux premiers items et des réponses « de l'ennui », « du dégoût » et « de la peur » au troisième, en écartant la réponse « de la méfiance » à la fois parce qu'elle est très fréquente et parce qu'elle ne conduit pas mécaniquement à s'abstenir ou à préférer autre chose que la démocratie représentative. Cet indice a été ensuite dichotomisé en un niveau bas de rejet (aucune réponse ou une réponse négative) et un niveau élevé (deux ou trois réponses négatives).

En moyenne, c'est en France que ce rejet est le plus fréquent (31%) mais les écarts sont faibles avec le Royaume-Uni (26%), plus importants avec l'Italie (24%) et l'Allemagne (21%). Ce rejet caractérise bien plus fortement en France les catégories populaires que les catégories supérieures, les effets de la fracture sociale s'y faisant sentir bien plus qu'en Allemagne et en Italie mais de manière assez similaire à ceux que l'on trouve au Royaume-Uni comme le montre le graphique 5.

Graphique 5 : Le rejet de la politique par pays et catégorie socioprofessionnelle (% de la partie haute de l'indice)



Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 14.

13.

Vote pour Nathalie Arthaud, Philippe Poutou, Fabien Roussel et Jean-Luc Mélenchon

14.

Vote pour Anne Hidalgo et Yannick Jadot

15.

Vote pour Valérie Pécresse et Jean Lassalle

16.

Vote pour Nicolas Dupont-Aignan, Marine Le Pen et Éric Zemmour

Les électorats français face à la crise démocratique

Si les oppositions de gauche et de droite radicale ont développé l'argument d'une crise démocratique en France après la séquence de la réforme des retraites, leurs électorats ne s'inscrivent pas nécessairement dans ce qu'en disent les partis politiques. On peut regrouper le choix électoral réalisé au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 en six grands groupes : le vote pour la gauche radicale¹³, la gauche socialiste-écologiste¹⁴, pour Emmanuel Macron, pour la droite¹⁵, pour la droite radicale¹⁶ et l'ensemble composé des votes blancs, nuls et de l'abstention (BNA). Comme le montre le tableau 1, la proportion d'électeurs fortement critiques à l'égard de la démocratie représentative est tout aussi élevée du côté de la gauche radicale que du côté de la droite radicale. Le retour au parlementarisme prôné par LFI ne semble pas

s'associer à une forte demande de démocratie représentative chez les électeurs de la gauche radicale, quelles qu'en soient les modalités juridiques. Cette demande est surtout visible parmi les électeurs du PS ou d'EELV. La demande d'efficacité « technocratique » est bien plus présente du côté de la droite en général et de la droite radicale en particulier, ce qui vient limiter les aspirations du RN à jouer le jeu parlementaire des institutions de la V^e République même et surtout s'il accède au pouvoir. Quant au rejet caractérisé de la politique, il concerne surtout les électeurs de la droite radicale comme les abstentionnistes.

Tableau 1 : Le rapport à la vie démocratique par groupes d'électeurs au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 (%)

	Gauche rad.	Social. Écolo.	E. Macron	Droite	Droite rad.	BNA
Critiques/démocratie représentative	78	53	39	53	78	64
Demande d'efficacité	24	22	35	39	48	35
Rejet de la politique	24	24	16	24	33	46

Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 14.

Comment se conjuguent les trois dimensions de la crise démocratique que l'on a isolées, à savoir la critique de la représentation, la demande d'efficacité et le rejet de la vie politique ?

17.
Voir l'annexe 2

Si l'on procède à un classement ascendant hiérarchique (CAH)¹⁷, on voit que le cluster où l'électorat de la droite radicale est le plus important (40%) est précisément celui où l'on retrouve les enquêtés qui critiquent fortement la démocratie représentative, rejettent la politique et demandent de l'efficacité (cluster 9). La concentration la plus forte d'électeurs de la gauche radicale (33%) se rencontre dans le cluster 8 qui se caractérise par une forte critique de la démocratie représentative une faible demande d'efficacité et pas de rejet de la vie politique. Le vote macroniste se révèle plus ambigu qu'on ne le croie généralement car la concentration la plus forte de ses électeurs (entre 36% et 37%) se fait dans deux clusters (11 et 12) où les électeurs ne critiquent pas la démocratie représentative, ne rejettent pas la vie politique mais peuvent être ou bien fortement favorables (cluster 11) ou bien faiblement favorables à l'efficacité (cluster 12). Une comparaison rapide entre ces deux clusters montre que les électeurs fortement favorables à l'efficacité sont plus fréquemment touchés par la précarité économique, plus libéraux sur le plan économique, plus souverainistes et se situent bien plus souvent à droite sur l'échelle gauche-droite.

Comment résoudre la crise démocratique ?

L'analyse des résultats de la vague 14 conduit donc à remettre en cause le discours selon lequel un changement de Constitution et le retour à un régime parlementaire ou bien le passage au scrutin proportionnel pourraient mettre fin à la crise démocratique qui secoue la France. Il existe un véritable hiatus entre les projets des partis politiques et les aspirations de leurs électeurs respectifs. La contestation de la réforme des retraites n'a fait que réactiver chez les citoyens une posture critique à l'égard de la démocratie représentative. Mais la comparaison internationale ne permet pas de conclure à une spécificité française sur ce terrain car les résultats ne sont guère meilleurs dans des pays

à régime parlementaire, fortement décentralisés et qui utilisent des modes de scrutin variés. Il n'y a pas de corrélation entre le système institutionnel et la crise démocratique. L'attente majoritaire est celle d'une plus grande démocratie directe mais aussi d'une efficacité ou d'une effectivité réelle de l'action publique qui semble s'enliser à la fois dans des débats sans débouché et dans un appauvrissement des services publics. La Constitution de la V^e République faite pour une action publique gaullienne composée de référendums et d'un appareil d'État autonome et de qualité n'est pas faite pour une action publique dirigée dans l'entre-soi des cabinets ministériels ou d'entourages politisés et appliquée par une myriade de collectivités locales empêtrées dans une bureaucratisation qu'on leur impose. C'est peut-être du côté de l'appareil d'État ou de la réorganisation de l'action publique que se trouve la solution. Comme dirait Rouletabille, il faut prendre le bon bout du raisonnement.

ANNEXE 1

La définition des catégories socioprofessionnelles

Celles-ci sont définies de la manière suivante : les catégories populaires comprennent les artisans, les commerçants, les employés, les policiers et militaires, les employés administratifs d'entreprise, les employés de commerce, le personnel des services directs aux particuliers, les ouvriers qualifiés, les chauffeurs, les ouvriers non qualifiés, spécialisés, les ouvriers agricoles, les anciens employés, les anciens ouvriers, les chômeurs n'ayant jamais travaillé. Les catégories moyennes comprennent : les professeurs professions scientifiques, les contremaîtres, les agents de maîtrise, les employés civils et agents de service de la fonction publique, les personnes au foyer, les agriculteurs exploitants, les professions de l'information, des arts et des spectacles, les instituteurs et assimilés, l'encadrement de la santé et du travail social, le clergé et religieux, l'encadrement administratif de la fonction publique, l'encadrement administratif et commercial des entreprises, les techniciens. Les catégories supérieures comprennent : les chefs d'entreprise de 10 salariés et plus, les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les cadres administratifs et commerciaux d'entreprise, les ingénieurs et cadres techniques d'entreprise.

Les générations

On a repris ici la classification utilisée par les études sociologiques et commerciales qui distinguent :

- Les « boomers » nés entre 1945 et 1964, qui ont connu dans leur jeunesse le plein emploi et une croissance forte de l'économie ;
- La génération X qui réunit ceux qui sont nés entre 1965 et 1979, ayant connu les chocs pétroliers et la montée du chômage ;
- La génération Y, dénommée également celle des *Millenials*, qui regroupe ceux qui sont nés entre 1980 et 1994, marquée par le développement d'Internet mais également par un rapport au travail plus exigeant et une attente de règles éthiques de la part des entreprises ;

- La génération Z de ceux qui sont nés entre 1995 et 2000 (que l'on prolonge jusqu'en 2005 pour englober ici tous les enquêtés), caractérisée par son insertion dans le numérique, sa connectivité et sa créativité supposée telle qu'elle est vue par les études de marketing ;
- On a ajouté la génération de la guerre, réunissant ceux qui sont nés entre 1927 et 1944, et qui ont connu les effets directs ou indirects de la Seconde guerre mondiale. Cette génération n'est pas référencée ici faute d'effectifs suffisants pour des comparaisons fiables.

Les indices

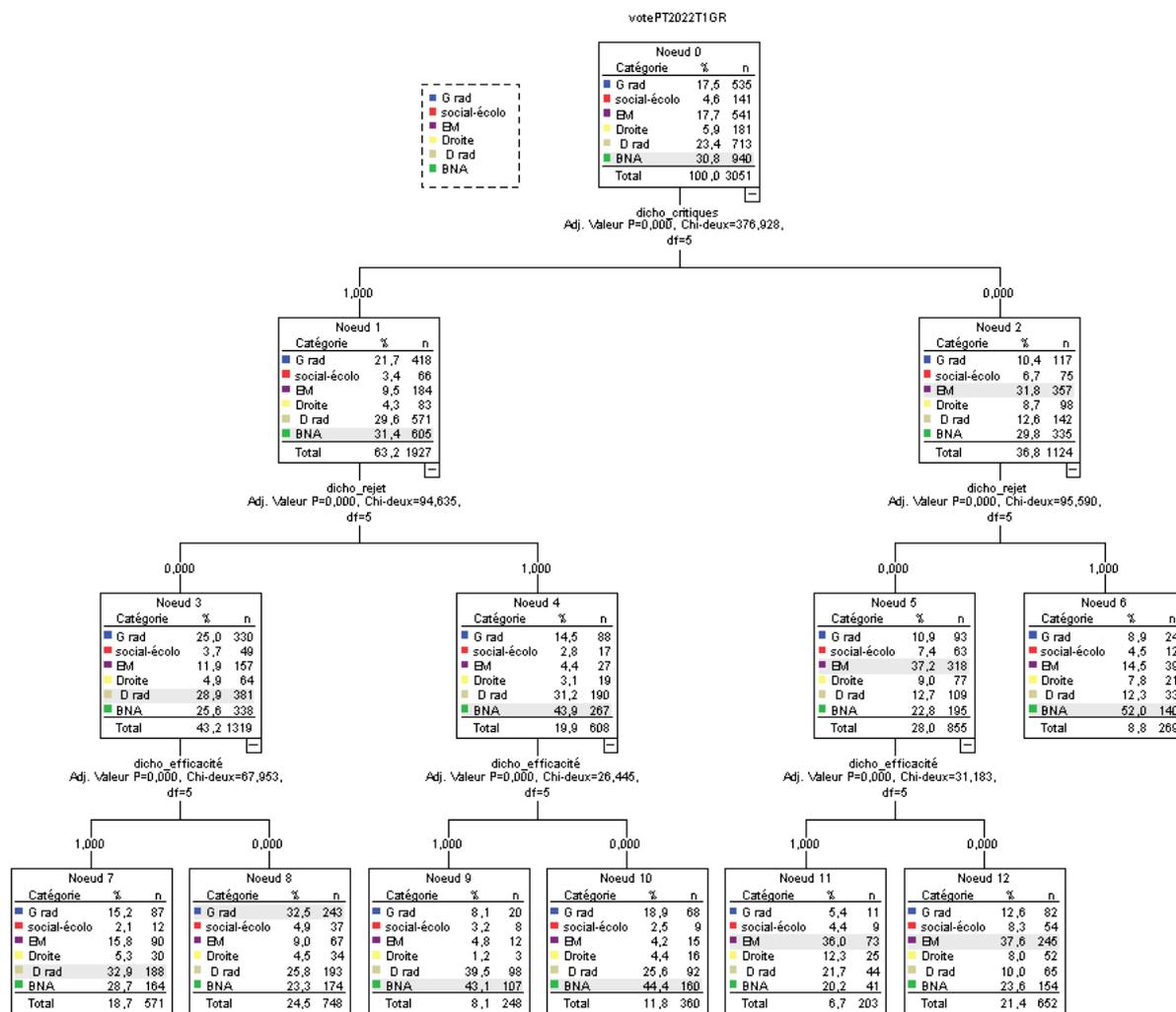
L'indice de précarité économique est construit sur la base de trois variables : le fait de risquer peu ou prou d'être au chômage, d'affirmer ne pas pouvoir s'en sortir avec les revenus du ménage et d'appartenir à un foyer qui se situe dans le premier quartile des revenus, calculés selon les normes de l'INSEE en tenant compte du nombre de personnes à charge et en différenciant les enfants.

L'indice de libéralisme économique s'appuie sur les réponses à trois questions portant sur la nécessité ou pas de prendre aux riches pour donner aux pauvres afin d'assurer la justice sociale, de réduire ou non le nombre de fonctionnaires et la volonté ou non d'ouvrir davantage le pays en matière économique.

L'indice de libéralisme culturel est construit à partir de trois variables portant sur l'ouverture ou la fermeture du pays au monde, le nombre jugé trop important d'immigrés et la position à l'égard du rétablissement de la peine de mort.

L'indice de confiance interpersonnelle est construit sur la base de questions sur la confiance accordée spontanément à ses voisins, aux personnes d'une autre nationalité et aux personnes que l'on rencontre pour la première fois.

ANNEXE 2



Édition : Florent Parmentier

Mise en forme : Marilyn Augé

Pour citer cette note : ROUBAN (Luc) « La crise démocratique et ses faux-semblants », *Note Le Baromètre de la confiance politique*, Sciences Po CEVIPOF, vague 14, mai 2023, 12 p.

© CEVIPOF, 2023 Luc Rouban